

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 2	1
II. COMPOSITION, MANDAT ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU COMITE	3 - 11	1
III. QUESTIONS TRAITEES PAR LE COMITE	12 - 54	3
A. Examen des problèmes soulevés par l'application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation, et recommandations relatives à ces problèmes . . .	12 - 30	3
B. Responsabilités des missions permanentes envers l'Organisation des Nations Unies et leur personnel, notamment en ce qui concerne la question de l'exigibilité des créances et les procédures à suivre pour résoudre les problèmes qui s'y rattachent	31 - 42	6
C. Assurance, éducation et santé	43 - 44	9
D. Questions diverses	45 - 54	9
IV. RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS	55	12
<u>Annexe.</u> Liste des documents		13

I. INTRODUCTION

1. Le Comité des relations avec le pays hôte a été créé par la résolution 2819 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1971. A sa quarante-sixième session, l'Assemblée générale, par sa résolution 46/60 du 9 décembre 1991, a prié le Comité de poursuivre ses travaux, conformément à la résolution 2819 (XXVI) de l'Assemblée générale et a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session la question intitulée "Rapport du Comité des relations avec le pays hôte".

2. Le présent rapport comprend quatre sections. La section IV contient les recommandations et conclusions du Comité.

II. COMPOSITION, MANDAT ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU COMITE

3. En 1992, il n'y a pas eu de modification dans la composition du Comité, qui comprenait les pays suivants :

Bulgarie	Fédération de Russie
Canada	France
Chine	Honduras
Chypre	Iraq
Costa Rica	Mali
Côte d'Ivoire	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Espagne	Sénégal
Etats-Unis d'Amérique	

4. Pendant 1992, M. Constantine Moushoutas (Chypre) a continué de présider le Comité, les représentants de la Bulgarie, du Canada et de la Côte d'Ivoire ont continué d'assurer les fonctions de vice-présidents et Mme Emilia Castro de Barish (Costa Rica) celles de Rapporteur.

5. L'Assemblée générale avait défini le mandat du Comité dans sa résolution 2819 (XXVI). Pour ses travaux de 1992, le Comité a repris la liste des questions qu'il avait adoptée en mai 1982, à savoir :

1. Question de la sécurité des missions et de leur personnel.
2. Examen des problèmes soulevés par l'application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies, et recommandations relatives à ces problèmes, y compris :
 - a) Visas d'entrée délivrés par le pays hôte;
 - b) Accélération des formalités d'immigration et de douane;
 - c) Exemption d'impôts;
 - d) Possibilité de créer au Siège de l'ONU un économat pour aider le personnel diplomatique et le personnel du Secrétariat.
3. Responsabilités des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et de leur personnel, notamment en ce qui concerne la question de l'exigibilité des créances et les procédures à suivre pour résoudre les problèmes qui s'y rattachent.
4. Logement du personnel diplomatique et du personnel du Secrétariat.

5. Question des privilèges et immunités :
 - a) Etude comparative des privilèges et immunités;
 - b) Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies et autres instruments pertinents.
 6. Activités du pays hôte : activités destinées à aider les membres de la communauté des Nations Unies.
 7. Transports : utilisation des automobiles, stationnement et questions connexes.
 8. Assurance, éducation et santé.
 9. Relations extérieures de la communauté des Nations Unies dans la ville hôte et question des mesures propres à inciter les médias à faire connaître les fonctions et le statut des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies.
 10. Examen et adoption du rapport du Comité à l'Assemblée générale.
6. Au cours de la période considérée, le Comité a tenu quatre séances, à savoir : la 155e séance, le 22 avril 1992; la 156e séance, le 26 juin 1992; la 157e séance, le 6 octobre 1992 et la 158e séance, le 27 octobre 1992.
7. Le bureau du Comité est composé du Président, du Rapporteur, des trois Vice-Présidents et d'un représentant du pays hôte, qui assiste de droit aux séances du bureau. Le bureau est chargé d'examiner les questions dont le Comité est saisi, à l'exception de la question de la sécurité des missions et de leur personnel, que le Comité maintient à l'étude en séances plénières.
8. Pendant la période considérée, le bureau a tenu quatre séances : le 12 mars, le 9 juin, le 27 août et le 25 septembre 1992. Il a notamment examiné la question des formalités d'immigration et de douane à l'aéroport international Kennedy, les plaintes formulées contre le pays hôte concernant la délivrance tardive des visas d'entrée, et des questions relatives aux transports et à la réglementation des déplacements. Le bureau a également abordé la question de l'endettement de certaines missions permanentes auprès de l'ONU. Le Président a communiqué au Comité plénier, pour examen, les propositions et recommandations du bureau.
9. Le Groupe de travail chargé d'examiner tous les aspects de la question de l'endettement a tenu deux séances, le 12 mars et le 9 juin 1992. Après la démission de M. Ivan Sotirov (Bulgarie) de la présidence du Groupe de travail, le Comité a nommé pour lui succéder M. Alfonso María Dastis (Espagne) à la 155e séance.
10. A la séance du 27 août 1992, le Président du Comité a informé le bureau de son intention de cesser d'exercer ses fonctions de président. A la 157e séance, le Comité a décidé d'élire un nouveau président à la séance suivante, étant entendu que celui-ci prendrait ses fonctions lorsque la Sixième Commission aurait achevé l'examen du rapport présenté par le Comité, c'est-à-dire en principe vers la fin du mois de novembre 1992.
11. A sa 158e séance, le Comité a élu Président, par consensus, le Représentant permanent de Chypre, M. Andreas Jacovides.

III. QUESTIONS TRAITEES PAR LE COMITE

A. Examen des problèmes soulevés par l'application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation, et recommandations relatives à ces problèmes

1. Réglementation des déplacements dans le pays hôte

12. A sa 155e séance, le Comité a repris l'examen des questions relatives à la réglementation des déplacements dans le pays hôte. Le Président a informé le Comité qu'à compter du 23 décembre 1991, les restrictions précédemment imposées aux déplacements des fonctionnaires de l'ONU de nationalité vietnamienne ainsi que des personnes à leur charge avaient été levées. Il s'est félicité de cette décision et a exprimé l'espoir que les dernières restrictions en vigueur seraient levées par le pays hôte dès que possible.

13. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que les restrictions de déplacement imposées par le pays hôte n'étaient pas un acte arbitraire, mais une mesure prise dans l'intérêt de la sécurité nationale des Etats-Unis, conformément à la législation du pays. Les déplacements officiels de fonctionnaires de l'ONU n'étant pas affectés par ces mesures, celles-ci n'étaient en rien contraires à l'obligation qu'avait le pays hôte de donner accès au district administratif du Siège. Dans l'examen périodique de leur politique en matière de restriction des déplacements, les Etats-Unis tenaient compte des événements qui pouvaient justifier un infléchissement. Le représentant des Etats-Unis a exprimé l'espoir qu'il pourrait annoncer bientôt des nouvelles à cet égard. Il a aussi informé le Comité que le Gouvernement des Etats-Unis avait levé les plafonds imposés aux effectifs des Missions permanentes du Bélarus, de la Fédération de Russie, et de l'Ukraine.

14. Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a dit que la liberté de mouvement du personnel de la Mission libyenne à New York continuait à faire l'objet d'un traitement discriminatoire. Il a déclaré que ce traitement n'était pas conforme à l'Accord de Siège et exprimé l'espoir que les autorités du pays hôte feraient preuve de coopération en vue de résoudre ce problème.

15. Le représentant des Etats-Unis a répondu qu'il n'y avait pas de contradiction entre les restrictions de déplacement nécessitées par les intérêts de la sécurité nationale des Etats-Unis et les dispositions de l'Accord de Siège. Les déplacements officiels des ressortissants libyens travaillant au Secrétariat de l'ONU n'étaient pas limités. La position des Etats-Unis sur les déplacements à des fins de loisirs était bien connue.

16. Le représentant de l'Iraq s'est félicité de la décision prise par le pays hôte de supprimer les plafonds d'effectifs et les restrictions de déplacement du personnel de certaines missions. Il a émis l'espoir que ces mesures seraient appliquées de manière conséquente afin d'assurer le bon fonctionnement de toutes les missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies.

17. A la 156e séance, le Président a informé le Comité de la levée par le pays hôte, à compter du 24 avril 1992, de toutes les restrictions de déplacement précédemment imposées aux membres des missions permanentes du Bélarus et de l'Ukraine ainsi qu'aux fonctionnaires de l'ONU possédant la nationalité de ces pays. En outre, aucune restriction n'était mise aux déplacements des membres des missions permanentes des pays suivants : Arménie, Azerbaïdjan, Estonie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Ouzbékistan, République de Moldova, Tadjikistan et Turkménistan. L'autorisation de se déplacer sans aucune

restriction aux Etats-Unis était aussi accordée aux fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU nationaux de ces Etats Membres. Le bureau du Comité, à sa séance du 9 juin 1992, s'est félicité de cette décision du pays hôte. Le Président a réaffirmé son espoir de voir les restrictions de déplacement subsistantes éliminées ou du moins allégées par le pays hôte dès que possible.

18. A la 157e séance, le Président a informé le Comité d'une autre mesure positive prise par le pays hôte dans le but de desserrer les restrictions précédemment imposées aux déplacements du personnel de la Mission de la Fédération de Russie et aux fonctionnaires russes du Secrétariat de l'ONU. Selon une note verbale de la Mission des Etats-Unis datée du 7 août 1992, toutes les restrictions visant les déplacements des membres du personnel de la Mission de la Fédération de Russie et des personnes à leur charge vers des zones interdites aux Etats-Unis ont été levées à compter du 13 juillet 1992. Les collaborateurs de la Mission de Russie ayant le rang d'ambassadeur, de ministre et de conseiller peuvent se rendre n'importe où sans avoir à déposer de notification préalable; les autres membres du personnel de la Mission devront toujours notifier la Mission des Etats-Unis. En ce qui concerne les fonctionnaires russes du Secrétariat de l'ONU et les personnes à leur charge, ils ne seront plus tenus de demander l'autorisation de se déplacer à des fins récréatives privées. Ils devront cependant toujours notifier à la Mission des Etats-Unis les déplacements qu'ils feraient pour leurs loisirs en remplissant à cet effet un formulaire simplifié.

19. Le Président a informé en outre le Comité que conformément à une note verbale de la Mission des Etats-Unis en date du 24 septembre 1992, toutes les restrictions apportées aux déplacements à l'intérieur des Etats-Unis des membres de la Mission permanente de Géorgie ainsi que des ressortissants géorgiens du Secrétariat de l'ONU avaient aussi été levées. Le Président s'est félicité de cette mesure positive du pays hôte. Il a exprimé l'espoir que les restrictions qui continuent d'être en vigueur en ce qui concerne d'autres missions accréditées auprès de l'Organisation ainsi que les fonctionnaires du Secrétariat de certaines nationalités seraient supprimées dès que possible.

20. Le représentant de l'Iraq a souligné l'importance du Comité en tant qu'instance chargée de résoudre de manière satisfaisante les problèmes auxquels se heurte la communauté diplomatique. Les décisions positives prises par le pays hôte, qui a levé les restrictions au déplacement du personnel de certaines missions, étaient une source de satisfaction. Il a de nouveau exprimé le souhait que le pays hôte envisagerait de prendre des mesures analogues en ce qui concerne d'autres missions et invité instamment le pays hôte à débloquer les avoirs irakiens aux Etats-Unis afin de permettre à la Mission irakienne de rémunérer son personnel et d'acquitter son loyer.

2. Visas d'entrée délivrés par le pays hôte

21. A la 155e séance, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a déclaré que les fonctionnaires de son pays qui se rendaient à New York pour participer aux réunions organisées dans le cadre des travaux de l'ONU continuaient de rencontrer des difficultés lorsqu'ils cherchaient à obtenir un visa d'entrée pour les Etats-Unis. A plusieurs reprises, les visas d'entrée leur ont été délivrés en retard. Quant aux membres de la Mission libyenne à New York, qui devaient parfois se rendre à l'étranger pour participer à des réunions, ils avaient du mal à obtenir des visas d'entrées multiples. Ce type de pratique discriminatoire a nui aux activités de la Mission de la Libye. Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a exprimé l'espoir que le pays hôte ferait preuve de coopération afin de résoudre ces problèmes.

22. Le représentant des Etats-Unis a fait observer que la Mission libyenne n'avait produit aucun document faisant état de retards discriminatoires imputables au pays hôte dans la délivrance de visas. Les Etats-Unis s'engageaient à répondre par écrit à tout document qui lui serait présenté par la Mission libyenne.

3. Accélération des formalités d'immigration et de douane

23. A la 155e séance, le Président a informé le Comité qu'à sa séance du 12 mars 1992, le bureau avait discuté de certaines modifications apportées aux formalités relatives à l'arrivée de personnalités étrangères à l'aéroport Kennedy ainsi qu'au protocole d'accueil. Ces modifications avaient été annoncées par la Mission des Etats-Unis dans une note verbale circulaire datée du 27 janvier 1992 adressée au Secrétariat de l'ONU, aux missions permanentes et aux bureaux des observateurs auprès de l'Organisation des Nations Unies. Le bureau avait été informé par le représentant du pays hôte des modalités d'application de ces dispositions. Le bureau s'était félicité des mesures prises par les autorités compétentes du pays hôte pour faciliter et améliorer les dispositions prévues pour l'accueil à l'aéroport international Kennedy des chefs d'Etat ou de gouvernement, des ministres des affaires étrangères et personnalités de rang ministériel, des ambassadeurs aux Etats-Unis et auprès de l'Organisation des Nations Unies, des consuls généraux, des hauts fonctionnaires de l'ONU, ainsi que des conjoints de ces personnalités.

24. A la 156e séance, le Président a fait observer que le pays hôte n'avait cessé d'améliorer la situation à l'aéroport international Kennedy. Le bureau avait examiné une proposition tendant à ce que les autorités douanières des Etats-Unis viennent faire un exposé sur ces questions. Le Comité a décidé d'inviter, par l'intermédiaire de la Mission des Etats-Unis, les Services douaniers des Etats-Unis à présenter un exposé en la matière.

25. Le représentant des Etats-Unis a dit que l'invitation du Comité serait transmise au Directeur régional des Services douaniers des Etats-Unis à New York.

26. Le représentant de la Fédération de Russie a rappelé que le Comité était déjà convenu de la nécessité de prévoir des passages spéciaux pour les diplomates arrivant à l'aéroport international Kennedy. Une telle mesure témoignerait du respect qui est dû à la communauté diplomatique. Il a fait observer que, dans d'autres capitales, les diplomates bénéficiaient d'une entrée spéciale dans les aéroports, et d'un accès spécial à la zone où sont contrôlés les passeports. Il a demandé quelles mesures les autorités compétentes du pays hôte comptaient prendre à ce propos à New York.

27. Les représentants du Mali et de la République-Unie de Tanzanie se sont associés aux observations formulées par le représentant de la Fédération de Russie.

28. Le Président a dit qu'il avait pu constater lui-même que des entrées spéciales pour diplomates et fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU existaient bel et bien dans certains terminaux de l'aéroport international Kennedy. Il conviendrait d'en faire autant dans les autres terminaux.

29. Le représentant des Etats-Unis a dit que, vu la complexité de la situation, celle-ci n'est pas toujours ce que l'on attendrait. Il existait effectivement un passage réservé aux diplomates dans les principaux bâtiments d'arrivée de l'aéroport international Kennedy. Le pays hôte s'était activement employé à obtenir des autorités aéroportuaires qu'elles facilitent l'accueil des diplomates par des membres de leurs missions. D'une façon générale, le passage

destiné aux diplomates donnait toute satisfaction. Le Gouvernement des Etats-Unis n'en restait pas moins saisi de cette question et s'engageait à améliorer la situation.

30. A la 158e séance, le représentant des Etats-Unis, se référant à la décision du Comité d'inviter les autorités douanières des Etats-Unis à faire un exposé sur les formalités douanières, a avisé le Comité que le Directeur régional des Services douaniers des Etats-Unis était prêt à se rendre à cette invitation le 17 décembre 1992.

B. Responsabilités des missions permanentes envers l'Organisation des Nations Unies et leur personnel, notamment en ce qui concerne la question de l'exigibilité des créances et les procédures à suivre pour résoudre les problèmes qui s'y rattachent

31. A sa 155e séance, le Comité a repris l'examen de divers aspects du problème de l'exigibilité des créances. Le Président a informé le Comité que le Groupe de travail sur l'exigibilité des créances avait, à sa séance du 12 mars 1992, examiné divers aspects de cette question. En particulier, il avait été informé par le représentant des Etats-Unis d'un certain nombre de problèmes pratiques dont s'occupait la Mission des Etats-Unis dans ce domaine, à titre bilatéral, dans le but de résoudre les difficultés existantes.

32. Le Président a également informé le Comité que le Président du Groupe de travail sur l'exigibilité des créances, M. Sotirov (Bulgarie), avait démissionné. A la suite de consultations entre les parties intéressées, les membres du bureau avaient décidé de recommander au Comité de nommer M. Alfonso María Dastis, conseiller à la Mission espagnole, à la tête du Groupe de travail. Le Comité a approuvé à l'unanimité la recommandation du bureau.

33. Le représentant de l'Espagne, en sa qualité de président du Groupe de travail sur l'exigibilité des créances, a assuré le Comité qu'il s'efforcerait de trouver une solution à ces graves problèmes, de façon à permettre une meilleure compréhension entre la communauté diplomatique et les autorités du pays hôte ainsi que celles de la ville de New York.

34. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que le problème épineux de l'exigibilité des créances était considéré par le pays hôte comme une question prioritaire. Lorsqu'un diplomate, une mission diplomatique ou un fonctionnaire du Secrétariat ne payait pas des sommes dont le règlement lui incombait, cela nuisait à la réputation de l'ensemble de la communauté des Nations Unies. Dans les cas de non-paiement systématique, il n'y avait pas d'autre choix que de prendre des mesures énergiques à l'endroit du diplomate ou du fonctionnaire en question. Des diplomates de deux missions permanentes avaient récemment été informés qu'ils auraient à quitter les Etats-Unis s'ils ne réglaient pas leurs dettes. Cette décision n'avait été prise qu'après un examen approfondi de la question par le Gouvernement américain et en consultation avec l'Organisation des Nations Unies, tous les efforts déployés sur le plan diplomatique pour résoudre le problème ayant été vains. Les Etats-Unis partageaient l'opinion du Conseiller juridique de l'ONU selon laquelle l'Etat d'origine était tenu de faire face à ses responsabilités financières dans le pays hôte, c'est-à-dire les Etats-Unis. De l'avis des Etats-Unis, les membres des missions qui ne s'acquittaient pas de leurs responsabilités à cet égard risquaient de se voir expulsés pour abus de résidence. Dans un cas récent, un tribunal américain avait rejeté l'argument du Gouvernement américain touchant l'inviolabilité des locaux d'une mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies. Le tribunal avait décidé d'autoriser des officiers fédéraux à expulser une mission des locaux qu'elle occupait, pour non-paiement du loyer. Si cette décision

était confirmée en appel, elle aurait des conséquences regrettables pour la communauté diplomatique tout entière. La décision pourrait toutefois être annulée en cas de paiement des sommes dues. Les missions ne devraient pas prendre des engagements financiers auxquels elles ne pouvaient faire face. Au besoin, certains Etats Membres devraient réduire l'ampleur de leur mission permanente à New York. Par ailleurs, les missions devraient faire appel à un avocat en cas de litige : s'ils ne faisaient pas le nécessaire en temps voulu, le litige risquait d'aboutir à un jugement par défaut, ce qui pouvait compromettre ou compliquer toute possibilité de présenter des arguments appropriés à un stade ultérieur. Dans les cas de litiges portés en justice, le Gouvernement des Etats-Unis prendrait les mesures voulues lorsque cela serait nécessaire, mais les missions devraient informer la Mission des Etats-Unis, le plus rapidement possible, de tout procès intenté contre elles. Les Etats-Unis s'efforceraient de faire valoir leurs obligations juridiques internationales devant les tribunaux américains, mais ils ne donneraient pas leur aval à des pratiques financières irresponsables. Les droits des particuliers américains qui avaient, de bonne foi, fourni des services à des membres de la communauté diplomatique des Nations Unies devaient être respectés.

35. Le Conseiller juridique a déclaré que le problème de l'exigibilité des créances risquait de porter atteinte à certains des privilèges et immunités dont jouissaient depuis toujours les diplomates, en particulier pour ce qui est de l'inviolabilité des locaux des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies avait toujours défendu, et continuerait de le faire, les droits légitimes dont jouissaient les missions et leur personnel en vertu de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies (résolution 169 (II) de l'Assemblée générale en date du 31 octobre 1947), de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies en date du 13 février 1946¹ et de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques en date du 18 avril 1961². Les efforts faits dans ce domaine par l'Organisation, en général, et par le Bureau des affaires juridiques, en particulier, étaient bien connus, de même que ceux du Comité lui-même. La défense de ces droits, privilèges et immunités en vertu du droit international était toutefois extrêmement difficile si les missions ou leur personnel contractaient des dettes importantes, en particulier des loyers impayés pendant de longues périodes, puis invoquaient leur immunité diplomatique de sorte que leurs propriétaires ou autres créiteurs n'avaient pas la jouissance des locaux qui leur appartenaient mais, en même temps, n'en tiraient aucun revenu. Se référant au cas particulier évoqué à la session en cours, il a instamment demandé aux parties concernées de faire le nécessaire dans toutes les instances, y compris les tribunaux nationaux, pour sauvegarder les principes importants de l'immunité diplomatique et de l'inviolabilité, dont l'inviolabilité des locaux des missions était un élément important, tout en éliminant les causes des plaintes formulées touchant l'abus de ces droits. Il a instamment demandé aux missions de veiller à payer intégralement leurs dettes, comme elles étaient censées le faire, et de ne pas invoquer leurs privilèges et immunités diplomatiques pour éviter le paiement de leurs dettes.

36. A la 156e séance, le Président a informé le Comité que, lors d'une réunion commune du Groupe de travail sur l'exigibilité des créances et du bureau tenue le 9 juin 1992, les représentants du pays hôte avaient donné des informations à ces organes concernant le problème de l'exigibilité des créances et les mesures prises par le pays hôte à ce sujet. Entre autres questions, la possibilité de prévoir une assurance médicale et dentaire pour le personnel des missions avait fait l'objet d'un échange de vues.

37. Le représentant des Etats-Unis a fait observer que le problème difficile des dettes contractées par les missions restait entier. Les missions endettées

ont été invitées à réduire leurs effectifs de façon à pouvoir faire face à leurs dépenses. Le coût élevé des services médicaux aux Etats-Unis pouvait être une source de problèmes financiers. La Mission du pays hôte était préoccupée de constater que de nombreux membres de la communauté diplomatique à New York n'avaient pas d'assurance médicale. Un questionnaire avait été distribué à toutes les missions et à tous les consulats concernant leur situation au regard de l'assurance médicale. Sur la base de leurs réponses, on envisageait la mise en place d'un système d'assurance médicale et dentaire de groupe pour le personnel des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies.

38. Le représentant de la Fédération de Russie a dit que la question de l'assurance médicale était importante pour un certain nombre de missions permanentes, y compris la sienne. Dans plusieurs pays, les diplomates étrangers bénéficiaient de certains avantages en ce qui concerne les services médicaux. Il a instamment demandé que l'on étudie les données d'expérience et pratiques existantes dans ce domaine, qui touchait aux besoins réels de la communauté diplomatique à New York. Il était indispensable d'étudier cette question, car elle était une source de problèmes quotidiens pour de nombreux diplomates et les membres de leur famille.

39. Le représentant des Etats-Unis a dit que le questionnaire était un moyen extrêmement important de déterminer les besoins en ce qui concerne l'assurance médicale. Il a une fois de plus invité instamment toutes les délégations à remplir ce questionnaire sans délai, de sorte que la Mission des Etats-Unis puisse poursuivre l'examen de la question.

40. A la 157e séance, le représentant de la Suisse a fait observer que, puisque les missions permanentes étaient accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et non auprès du pays hôte, il semblait approprié que l'Organisation, sur la demande du pays hôte, s'occupe elle-même des problèmes qui se posaient avec les missions excessivement endettées, de façon à assurer le dû respect des lois applicables par ces missions et par les membres de leur personnel. Il a rappelé que le Conseiller juridique, dans la déclaration qu'il avait faite à la 155e séance, avait déclaré que les missions ne devaient pas invoquer leurs privilèges et immunités diplomatiques pour éviter de payer leurs dettes. Dans la mesure où le pays hôte ne pouvait pas en principe, en raison de l'immunité dont elles jouissent en vertu du droit international, contraindre les missions, par les voies de droit habituelles, à rembourser leurs dettes ou celles de leur personnel, la Suisse, en tant que pays hôte de l'Office des Nations Unies à Genève, se réservait le droit de recourir à d'autres mesures, en consultation avec l'Organisation des Nations Unies, lorsque les missions contractaient des dettes excessives. Dans un cas particulier, le Gouvernement suisse avait pris des mesures en vue de la réduction des effectifs d'une mission excessivement endettée. Il avait pris cette mesure avec répugnance et, lorsque les autorités suisses ont été en mesure d'obtenir le paiement de la majeure partie des dettes, l'application de la mesure a été suspendue. De telles mesures pourraient être évitées si l'Organisation des Nations Unies pouvait intervenir plus tôt en vue du règlement des dettes.

41. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que le problème de l'exigibilité des créances restait aigu pour les Etats-Unis, qui est le pays hôte de l'Organisation des Nations Unies. La position des Etats-Unis concernant ce problème avait été exposée au Comité en détail à sa 155e séance. Une autre question liée à ce problème était celle de l'assurance médicale et dentaire pour le personnel diplomatique. Quelques missions seulement avaient répondu au questionnaire distribué par la Mission des Etats-Unis à toutes les missions plusieurs mois auparavant. Les missions intéressées étaient instamment invitées à répondre à ce questionnaire le plus rapidement possible afin de permettre à la Mission des Etats-Unis de déterminer dans quelle mesure ce problème intéressait

les missions et quelle était l'ampleur des besoins, afin de prendre des mesures en conséquence.

42. Le représentant du Sénégal, répondant aux observations faites par le représentant de la Suisse, a dit que l'Etat d'origine était responsable du comportement de ses agents diplomatiques dans le pays hôte; l'Etat d'origine devait aussi faire tout son possible pour s'acquitter de ses obligations financières dans le pays hôte. Toutefois, il ne voyait pas comment l'Organisation des Nations Unies ou le Secrétaire général pouvait intervenir dans de telles situations. Les Etats concernés devaient résoudre leurs problèmes d'endettement avec le pays hôte sur la base des instruments juridiques internationaux en vigueur entre les pays d'origine et les pays hôtes.

C. Assurance, éducation et santé

43. A la 157e séance, le représentant de la République-Unie de Tanzanie a fait part de la préoccupation que les régimes d'assurance du pays hôte lui inspiraient. Les conditions régissant les assurances automobiles que les missions et leur personnel devaient souscrire étaient trop lourdes. En outre, dans certains cas, les réglementations ne prévoyaient qu'un seul type d'assurance. Il a instamment invité le pays hôte à réfléchir à la question de savoir si le personnel diplomatique ne pourrait pas se voir offrir le même type d'assurance que celui dont ses ressortissants pouvaient bénéficier. Il fallait envisager ces questions de façon plus souple, notamment en ce qui concerne les pays en développement aux moyens modestes.

44. Dans sa réponse, le représentant des Etats-Unis a déclaré que les questions soulevées par le représentant de la République-Unie de Tanzanie avaient été traitées en détail dans une note verbale que la Mission permanente des Etats-Unis avait fait distribuer plusieurs années auparavant. On entendait couramment les diplomates se plaindre des primes d'assurance élevées. La Mission permanente des Etats-Unis allait toutefois examiner la question et peut-être faire distribuer de nouveau la note en question.

D. Questions diverses

45. A la 155e séance, le représentant des Etats-Unis a présenté aux membres du Comité Mme Nadine Hack qui venait d'être nommée Commissaire de la ville de New York pour les Nations Unies et le corps consulaire en remplacement de M. Paul O'Dwyer démissionnaire. Mme Hack avait à son actif une grande expérience des affaires internationales. Elle avait notamment été Présidente du Programme des villes jumelées de la ville de New York et avait, en cette qualité, entretenu des relations avec les autorités d'un certain nombre de capitales d'Etats Membres. On a exprimé l'espoir que, sous sa direction, la Commission continuerait de fournir au corps diplomatique des services d'une aussi grande qualité que par le passé. Le Président du Comité a présenté ses meilleurs vœux à Mme Hack et lui a donné l'assurance que le Comité entretiendrait une coopération étroite et constructive avec l'organisme qu'elle dirige.

46. Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, se référant à la résolution 748 (1992) du Conseil de sécurité en date du 31 mars 1992, a informé les membres du Comité que les Etats-Unis avaient réduit de 25 % le personnel de la Mission de son pays à New York. A cet égard, il s'est demandé si les mesures prises par le pays hôte étaient légitimes et si le Conseil de sécurité avait le droit d'abroger les dispositions de l'Accord de Sièges.

47. Le représentant de la France a fait observer que la résolution 748 (1992) du Conseil de sécurité renfermait des dispositions contraignantes qui imposaient

aux Etats l'obligation de réduire le nombre et le niveau du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires libyens. Ces dispositions visaient expressément les missions de la Jamahiriya arabe libyenne accréditées auprès des organisations internationales. Les mesures prévues par la résolution 748 (1992) devaient être mises en oeuvre à la suite de consultations entre le pays hôte et l'organisation internationale concernée. Le représentant de la France a en outre rappelé que, en vertu de la Charte des Nations Unies, les décisions du Conseil de sécurité l'emportaient sur les accords internationaux conclus entre Etats Membres. En conséquence, la résolution 748 (1992) du Conseil de sécurité adoptée en l'espèce doit être réputée prévaloir sur l'Accord de Siège.

48. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que le pays hôte ne s'était pas arrogé le droit d'imposer une réduction d'effectifs. L'obligation imposée aux Etats Membres en l'occurrence découlait de la résolution 748 (1992) du Conseil de sécurité. Aux termes du paragraphe 6 de cette résolution, tous les Etats étaient tenus de réduire de façon significative le nombre et le niveau du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires libyens dans le monde entier. La Mission permanente des Etats-Unis, conformément à cette résolution, avait demandé à la Mission libyenne de réduire ses effectifs de trois personnes au 25 avril 1992.

49. A la 157e séance, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a rappelé aux membres du Comité qu'à une séance antérieure, le 22 avril 1992, un certain nombre de problèmes auxquels la Mission libyenne devait faire face (visas d'entrée, restrictions des déplacements, plafonnement des liquidités et réduction d'effectifs) avaient été évoqués. Il a exprimé l'espoir que les préoccupations de son pays seraient reflétées dans le rapport du Comité.

50. A la même séance, le Président a fait part de son intention de se démettre de ses fonctions de président du Comité. Lors des consultations qu'il avait tenues au début du mois de septembre 1992 avec le Conseiller juridique et les membres du Comité touchant sa succession, il avait remercié ces derniers de la coopération qu'ils lui avaient apportée ces 10 dernières années et avait sollicité leur appui pour le choix, comme président, du nouveau Représentant permanent de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies, M. A. Jacovides. Le Comité a décidé de mettre un terme à la procédure de sélection d'un nouveau président à la séance suivante, étant entendu que celui-ci entrerait en fonction après l'examen du rapport du Comité par la Sixième Commission.

51. A sa 158e séance, le Comité a élu par consensus M. A. Jacovides à la présidence. Il a confirmé la décision qu'il avait prise précédemment, à savoir que le nouveau président entrerait en fonction après l'examen du rapport du Comité par la Sixième Commission, prévu pour le 18 novembre 1992.

52. M. Jacovides a remercié le Comité de l'avoir élu Président et l'a assuré qu'il n'épargnerait aucun effort pour faire progresser l'examen des problèmes étudiés par le Comité. Les représentants des Etats-Unis, du Costa Rica, de la Fédération de Russie, du Mali, de l'Iraq et de la Chine, ainsi que le Conseiller juridique ont rendu hommage au Président sortant, M. C. Moushoutas, pour son dévouement remarquable et sa présidence éclairée pendant les 10 dernières années; sous sa direction, le Comité avait été en mesure de résoudre des problèmes difficiles. Le Président sortant a remercié le personnel de la Mission des Etats-Unis qui s'occupe de la question du pays hôte, les membres du Comité et le Secrétariat de l'ONU de l'appui et de la coopération qu'ils lui avaient donnés pendant qu'il assurait la présidence du Comité.

53. A la 158e séance, le représentant de Cuba, se référant à des incidents fomentés près de la Mission cubaine par des éléments hostiles à son Gouvernement

(mentionnés dans le rapport de 1991 du Comité), a dit que 13 nouveaux incidents avaient été signalés cette année au pays hôte dans neuf notes verbales. Il s'agissait d'actes de provocation et de harcèlement dirigés contre la Mission et son personnel, y compris, à une occasion, des menaces adressées ouvertement à la Mission par une organisation terroriste bien connue opérant contre Cuba à partir du territoire des Etats-Unis. Dans ses deux réponses, le pays hôte avait cherché à justifier le fait de n'avoir pas pu assurer la sécurité de la Mission et lui garantir des conditions de travail normales. Il s'était aussi référé à des dispositions de la législation nationale selon lesquelles des manifestations peuvent être organisées contre la Mission cubaine sans que les autorités du pays hôte n'aient à intervenir de quelque façon que ce soit. Les réponses du pays hôte prouvaient que ces incidents contre la Mission cubaine étaient tolérés compte tenu de la politique d'hostilité pratiquée contre Cuba par le Gouvernement des Etats-Unis. Pareille politique était contraire à l'esprit et à la lettre de la Charte des Nations Unies et du droit international. Le représentant de Cuba a demandé instamment à tous les intéressés de prendre les mesures voulues pour mettre fin à ces incidents.

54. Dans sa réponse, le représentant des Etats-Unis a redit que son pays prenait très au sérieux ses responsabilités de pays hôte. Les incidents survenus en 1992 qui avaient été portés à l'attention du Comité avaient fait l'objet d'une enquête approfondie menée en coordination avec la Mission cubaine. Il n'existait pas de politique d'hostilité. Par contre, il semblait bien y avoir des divergences d'opinion concernant ce qui constituait un processus démocratique et ce qu'était la liberté d'expression. La position des Etats-Unis sur la question avait été portée par écrit à l'attention de la Mission cubaine. Le pays hôte niait être en collusion avec les manifestants.

IV. RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS

55. A sa 158e séance, le 27 octobre 1992, le Comité a approuvé les recommandations et conclusions ci-après :

a) Le Comité se réjouit de la participation des Membres de l'Organisation des Nations Unies et du Secrétariat à ses travaux et est persuadé que ceux-ci, qui sont importants, ont gagné à être réalisés avec la coopération de toutes les parties intéressées;

b) Considérant que l'Organisation des Nations Unies et tous les Etats Membres ont intérêt à ce que les délégations et les missions accréditées auprès de l'ONU travaillent dans de bonnes conditions, le Comité sait gré au pays hôte de ses efforts en ce sens et est convaincu que tous les problèmes soulevés au cours de ses délibérations seront dûment réglés dans un esprit de coopération et conformément au droit international;

c) Considérant que, pour que les missions accréditées auprès de l'ONU puissent bien fonctionner, il est indispensable d'assurer leur sécurité et la sûreté de leur personnel; le Comité sait gré au pays hôte de ce qu'il fait en ce sens et compte que ce dernier continuera de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher toute entrave au fonctionnement des missions;

d) En ce qui concerne la réglementation en matière de déplacements que le pays hôte applique au personnel de certaines missions et aux fonctionnaires du Secrétariat ayant certaines nationalités, le Comité note que diverses restrictions ont été récemment levées par le pays hôte. Il se félicite de ces décisions et exprime l'espoir que les restrictions qui subsistent seront levées dès que possible par le pays hôte. A ce sujet, le Comité prend aussi acte des positions respectives des Etats Membres visés, du Secrétaire général et du pays hôte;

e) Le Comité souligne l'importance de ce qu'accomplit son groupe de travail en ce qui concerne les problèmes créés par la carence financière des missions et il invite la coopération de toutes les parties intéressées. Il rappelle à toutes les missions permanentes auprès de l'Organisation et à leur personnel qu'ils sont tenus d'honorer leurs obligations financières et prend acte des préoccupations du pays hôte à ce sujet. Il encourage vivement le Groupe de travail à continuer de chercher une solution afin que les problèmes ainsi créés puissent être réglés;

f) Le Comité remercie la Section de la Mission des Etats-Unis auprès de l'ONU qui est chargée des relations du pays hôte avec la communauté diplomatique, la New York City Commission for the United Nations and the Consular Corps et les organismes, en particulier la Direction de la police de la ville de New York, qui l'aident à répondre aux besoins de la communauté diplomatique et à défendre ses intérêts, à lui assurer des services d'accueil et à favoriser la compréhension entre cette communauté et la population new yorkaise.

Notes

¹ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 1, No 4, p. 15.

² Ibid., vol. 500, No 7310, p. 95.

ANNEXE

Liste des documents

- A/AC.154/270 Lettre datée du 4 août 1992, adressée au Conseiller juridique par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies
- A/AC.154/271 Lettre datée du 27 août 1992, adressée au Président du Comité des relations avec le pays hôte par le Représentant permanent adjoint des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies